

DÉBAT

Christine DESOUCHES, maître de conférences honoraire de l'Université Paris I (Panthéon-Sorbonne)

Je me félicite que grâce à l'IFRI, il y ait des représentants présidents et représentants de deux instituts de réflexion, en tout cas de groupes de réflexions et d'études africains qui révèlent et traduisent ce phénomène extrêmement intéressant depuis une dizaine d'années, voire cinq années, de création de ces structures qui veulent justement s'approprier la réflexion stratégique et formuler des propositions avec des éléments, des critères qui soient proprement et spécifiquement adaptés aux situations. À ce niveau-là, je m'en félicite et je pense que c'est une grande première qu'il faudra effectivement sans doute poursuivre. Deux questions. Le ministre Cheikh Tidiane Gadio a organisé avec le soutien du gouvernement du Sénégal bien sûr très actif et le soutien du gouvernement français deux sessions d'un Forum extrêmement important. Le premier, je crois de ce genre sur le continent africain, le Forum pour la Paix et la Sécurité en 2014 et en 2015, avec énormément justement de ces acteurs sur cette problématique de la sécurité. Quelles sont les grandes idées qu'il en a tirées, surtout les propositions pour l'avenir, pour revenir à vos propositions, Monsieur le Président ?

Deuxièmement, en ce qui concerne la Fondation Mo Ibrahim, est-ce qu'il n'y aurait pas lieu effectivement de voir de quelle manière les résultats qui sont déjà extrêmement importants de sensibilisation des enquêtes de la Fondation Mo Ibrahim pourraient être encore mieux mis au service de toutes les obligations que les États africains ont contractées, notamment au travers de la charte de la bonne démocratie et de la bonne gouvernance ? Merci.

Thierry de MONTBRIAL, président et fondateur de la WPC

Il nous reste réellement cinq minutes. Très vite s'il vous plaît, parce que je suis obligé d'arrêter à l'heure.

Alfredo VALLADÃO, professeur à l'École d'affaires internationales de Sciences Po (PSIA)

Bonjour Cheikh Tidiane. C'est une question très rapide pour Cheikh Tidiane. Vous avez parlé du trafic de drogue comme l'une des principales menaces pour l'Afrique. Nous ne pouvons pas parler de trafic de drogue en Afrique sans voir l'autre côté, c'est-à-dire l'Amérique du Sud. Ça pose la question suivante : comment contrôler et intervenir dans l'Atlantique Sud ? Est-ce que ce n'est pas le cas maintenant d'une initiative africaine des États riverains de l'Atlantique Sud vis-à-vis de l'Amérique du Sud, en particulier le Brésil parce qu'il n'y a pas de possibilités sans le Brésil ? Comme les États-Unis et l'Europe n'ont ni les moyens ni la volonté de faire en permanence ce genre de travail, ne serait-il pas temps de faire une initiative pour un vrai dialogue concret avec l'Amérique du Sud et le Brésil en particulier ?

Thierry de MONTBRIAL, président et fondateur de la WPC

Monsieur au fond, il reste réellement trois minutes et trente secondes.

Mohammed LOULICHKI, professeur à l'Université Akhawayn

Je voudrais faire un commentaire. Je suis Africain. Je regarde l'Afrique avec un réalisme qui va vers un optimisme. Je pense qu'il y a trois dimensions pour l'Afrique. La première est pour moi la plus importante, il faut que chaque État africain s'approprie lui-même son destin et s'approprie son développement économique. Le développement économique est indissociable de la démocratie et de l'approfondissement de la pratique et de la promotion des droits de l'Homme. Deuxièmement, les États africains sont jaloux et de plus en plus jaloux de leur souveraineté. La coopération régionale est un passage obligé. Le renforcement de la coopération sous-régionale et régionale est d'une

importance considérable. Troisièmement, la solidarité internationale doit commencer par un changement de perception par le monde de l'Afrique. Elle ne doit plus être vue comme étant une destination pour des ressources naturelles et pour des marchés. Il doit y avoir le développement économique et humain au centre d'un partenariat fécond pour les deux. A la COP 22, il y a eu un Sommet Africain que Sa Majesté a réuni. Il y a un plan d'action qui a été lancé, une initiative pour l'Afrique en faveur de l'Afrique. J'espère que la solidarité internationale va se concrétiser dans ce domaine si important et si décisif pour l'Afrique. Merci.

Thierry de MONTBRIAL, président et fondateur de la WPC

Je vous remercie. Je vais vous faire une proposition inhabituelle. Je suis obligé de me retirer pour accueillir une très haute personnalité. Je vais donc déléguer mes pouvoirs à Cheikh Tidiane Gadio en lui demandant de ne pas en abuser pour lui-même et de répartir le temps de parole de la réponse également entre les deux intervenants. Je m'éclipse discrètement. Je vous laisse conclure et j'espère que j'aurai droit à un petit compte rendu après. Je vous laisse orphelins.

Cheikh Tidiane GADIO, président de l'Institut panafricain de stratégie (IPS), ancien ministre des Affaires étrangères, Sénégal

Nous allons prendre trois à quatre minutes pour répondre. Entre Thierry et moi, c'est une passation pacifique de pouvoir, ce qui n'est pas très fréquent aussi chez nous. Pour répondre aux questions très rapidement, sur la question du Forum de Dakar, ce que nous avons réussi, ça a été d'avoir ce que nous appelons un Forum hybride, c'est-à-dire qui met les chefs d'État, les ministres, les ambassadeurs à côté de leaders des Think Tank, du secteur privé, de chercheurs, de spécialistes, d'experts, etc., dans un format hybride. Nous étions tous dans une même salle et discussions librement avec le principe de libérer la parole pour que les participants puissent s'exprimer. Ça a été au total une grande réussite et je retiens de cette expérience trois grandes problématiques. La première, c'est que c'est bon d'analyser globalement la situation de l'Afrique, mais c'est mieux de travailler sur les réponses africaines.

Les réponses africaines à ce jour, comme je l'ai dit, ne sont pas encore formulées comme il faut puisque l'Afrique n'a toujours pas de stratégie pour sa défense et sa sécurité. Quand les djihadistes ont décidé de traverser le centre du Mali pour aller à Bamako, si la France n'était pas intervenue, le Mali se serait totalement effondré. Certains Africains ont critiqué l'intervention française, nous leur avons posé la question : dites-nous exactement ce que nous devons faire à ce moment précis le 11 janvier, pas le lendemain et le surlendemain ? Ils se sont rendu compte que l'Afrique ne pouvait strictement rien faire. Nous nous sommes réunis lors de beaucoup de réunions pour préparer la réaction et la réponse à l'occupation du Nord Mali par les djihadistes, etc. Nous parlons même de 42 réunions préparatoires. La conséquence est que le reste du Mali allait être pris d'assaut par ces djihadistes, il a fallu une intervention d'un pays certes étranger mais d'un pays ami, pour juguler la menace. Heureusement encore une fois que le Tchad a sauvé l'honneur pour nous autres Africains.

Comment faire pour qu'à l'avenir ce genre de situations ne se reproduisent pas et que les Africains puissent eux-mêmes prendre le leadership et être devant ? C'est une question qui n'a pas encore de réponse. Deuxième point, tout le monde est maintenant convaincu que les pays africains pris individuellement ne peuvent pas régler le problème, il faut une **mutualisation**. Mutualisons et mettons ensemble nos intelligences, nos compétences, nos ressources. Dans certaines armées africaines, nous avons des troupes d'élite extrêmement bien formées, compétentes, qui ont fait les meilleures écoles du monde. Si nous les mettons ensemble, nous pourrions apporter une réponse à la menace terroriste. Il se trouve que nos pays sont souvent dans la situation passive où l'on attend avec fatalisme la prochaine attaque. On a dit qu'ils allaient attaquer la Côte d'Ivoire après le Mali. Nous avons attendu, ils sont venus, ils ont attaqué, ils sont partis. Ensuite, on a dit que ce serait le Burkina-Faso. Ils ont attaqué, ils sont partis. Ensuite, on

annonce le Sénégal. Dieu fasse que ça ne soit pas vrai. Mais c'est possible et les autorités ont pris toutes les dispositions. Les attaques de ces gens-là sont sans réponse, précisément comme si nous étions des victimes presque consentantes, ce qui n'est pas vrai. Le seul pays africain qui ait riposté immédiatement, en tout cas dans cette partie du Sahel, ça a été le Tchad. La riposte a été tellement fulgurante qu'apparemment les terroristes préfèrent choisir d'autres cibles que de penser au Tchad.

Sur la question de la mutualisation, quand nous avons proposé la création de forces spéciales africaines regroupées dans un pays, entraînées ensemble, équipées ensemble, les gens se sont mis à sourire. Quelque temps après, ils ont trouvé que c'était effectivement peut-être la voie qu'il fallait mettre en place, celle des forces spéciales.

Pour la drogue pour être bref, le grand problème de la drogue en Afrique vient d'Amérique latine. Mais comme on dit chaque fois, comment se fait-il que ces gens soient venus et se soient incrustés dans nos sociétés sans coup férir? Voyez tous ces immeubles qui naissent dans nos pays en moins de six mois. Il y a des immeubles extraordinaires qui sont construits à des vitesses qui forcent le scepticisme. Ce serait bien de s'inquiéter de l'origine de toutes ces ressources et de voir comment les narcotrafiquants ont infiltré les forces de défense de sécurité, de douanes, de gendarmeries, l'administration, etc. Ces gens sont présents partout. Comme j'ai dit, nous avons simplifié en mettant tout sur le dos d'un seul pays, la Guinée-Bissau, ce n'est pas la vérité. L'Afrique de l'Ouest tout entière doit se poser des questions et nous devons travailler dur à débusquer ces gens, parce qu'ils sont en train de dérailler nos économies et de changer la nature de nos systèmes politiques. Il n'est pas étonnant qu'ils commencent à avoir des candidats aux élections présidentielles ou législatives, ces gens sont vraiment présents bien installés chez nous.

Le dernier point sur la souveraineté est un point qui nous pose beaucoup de problèmes. Comment peut-on parler de souveraineté en Afrique, de souveraineté de chaque État quand nous n'avons pas la première des souverainetés ? Nous n'avons pas travaillé par exemple à la souveraineté alimentaire. Beaucoup de pays d'Afrique pour l'essentiel achètent toutes leurs ressources pour nourrir les populations à l'extérieur, alors que ce sont des pays qui regorgent d'eau et de toutes sortes de ressources. Le premier pays africain dans le tableau de l'irrigation mondiale, c'est l'Égypte en 19^e position. Combien de fleuves avons-nous en Afrique ? Combien de ressources ? Vous voyez des gens venir au bord d'un fleuve comme disait un ami agronome dire : « Dieu, nous vous prions pour que vous nous donniez de la pluie et de l'eau ». Ils ont de l'eau. L'eau est disponible. Il suffit qu'ils baissent leurs yeux sur le fleuve devant eux. Nous n'avons pas su utiliser cela correctement. Si vous ne pouvez pas garantir la sécurité de votre territoire et de vos frontières, si vous ne pouvez pas nourrir vos populations, si vous ne pouvez pas éduquer vos populations, si vous ne pouvez pas construire les infrastructures pour vos populations, s'il n'y a pas un début d'industrialisation, comment parler de souveraineté ? On se présente aux Nations unies avec 54 pays qui parlent avec 54 voix différentes. Nous ne sommes pas ensemble, nous n'avons pas un seul membre permanent au Conseil de Sécurité. Nous n'avons pas réglé tous ces problèmes. Je me demande si la souveraineté dont nous parlons, ce n'est pas l'aspect formel de la souveraineté, c'est-à-dire la reconnaissance internationale de notre existence, mais sans plus. Honnêtement, nous l'avons dit et nous avons fait sourire beaucoup de gens : si on tient tant à nos souverainetés, mutualisons ces souverainetés pour les défendre ensemble et pour ça, il faut unir l'Afrique. Merci.

Nathalie DELAPALME, directeur exécutif, recherche et politiques publiques, Mo Ibrahim Foundation

Que faisons-nous pour les gouvernements ? Les données que nous publions sont totalement libres d'accès. Nous discutons régulièrement avec les gouvernements des résultats, ce qu'ils peuvent signifier, comment les améliorer. Fondamentalement, il n'y a pas de différence majeure entre la gouvernance d'une entreprise et la gouvernance d'un État. Tous deux sont comptables de leurs résultats, vis-à-vis des électeurs ou vis-à-vis des actionnaires. Pour rendre compte des résultats, il faut pouvoir les suivre, et disposer d'un tableau de bord. L'Indice Ibrahim n'est rien d'autre que



ce tableau de bord, dont tous les gouvernements peuvent disposer et sur lequel nous discutons de manière régulière avec eux. Merci.

Cheikh Tidiane GADIO, président de l'Institut panafricain de stratégie (IPS), ancien ministre des Affaires étrangères, Sénégal

Merci chers amis. Merci de nous avoir subis pendant presque une heure et j'espère que c'était intéressant. Merci.